



**SEN/023**  
Composante d'accompagnement du PIC  
Sénégal – Luxembourg 2007-2011

Par  
**Makha DIAKHO (CTP), Mor GUEYE (CSE)**  
et **Fabien LOCHT (COPE)**

**4<sup>ème</sup> Comité de Pilotage**

13 juillet 2012 à la Préfecture de Saint-Louis

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
- DCF  COOPÉRATION  
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG 

---

---

---

---

---



---

---

---

**CP SEN/023 du 24 février 2011**  
Suivi des recommandations

- **R1 : Rendre effectives les recommandations du second Comité de Pilotage de 2010**
  - ✓ *le développement d'un modus operandi pour favoriser l'émergence d'un véritable leadership national - En cours*
  - ✓ *la fourniture par les ARD d'un appui aux différents partenaires notamment les agences d'exécution de la partie multilatérale du PIC II - En cours*
- **R2 : Diligenter une rencontre entre la coopération luxembourgeoise et les deux associations de la société civile afin d'étudier les modalités pratiques de la poursuite de leurs actions novatrices - Effective**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
- DCF  COOPÉRATION  
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG 

---

---

---

---

---



---

---

---

**CP SEN/023 du 24 février 2011**  
Suivi des recommandations

- **R3 : Capitaliser les résultats du PIC II en perspective du PIC III - Effective**
- **R4 : Renforcer les synergies afin de surmonter les cloisonnements entre acteurs - En cours**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
- DCF  COOPÉRATION  
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG 

---

---

---

---

---

---

---

---

### Résultats attendus SEN/023

**Résultat 1** : Les dispositifs et les mécanismes de concertation, de coordination et de suivi-évaluation au niveau régional et local sont renforcés

**Résultat 2** : Les capacités des collectivités locales et des citoyens sont renforcées pour une bonne gouvernance locale effective

**Résultat 3** : Les capacités et les services de la Médiature de la République sont renforcés et mieux connus des citoyens

**Résultat 4** : Les groupes les plus vulnérables, et plus particulièrement les femmes, participent de manière effective au développement local

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
- DCF

COOPÉRATION  
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG

---

---

---

---

---

---

---

---

### Parties prenantes SEN/023

- **PNDL / ARD** : Appui aux dynamiques de coordination et de concertation
- **Forum Civil / Mouvement Citoyen** : Bonne gouvernance et lutte contre les exclusions
- **Médiature de la République** : Appui institutionnel
- **PNUD / FENU** : Appui aux dynamiques régionales axées sur la décentralisation

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
- DCF

COOPÉRATION  
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG

---

---

---

---

---

---

---

---

### Principaux risques et hypothèses

❖ **Risques**

- Environnement institutionnel complexe
- Poursuite des logiques de cloisonnement et risque de saupoudrage

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
- DCF

COOPÉRATION  
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG

---

---

---

---

---

---

---

---

**Résultat 1 : Les dispositifs et les mécanismes de concertation, de coordination et de suivi-évaluation sont renforcés**

• **Indicateur : Nombre de sollicitations satisfaites par l'ARD**

Année	Louga	Matam	Saint-Louis
2008	~100	~100	~100
2009	~150	~100	~100
2010	~150	~100	~100
2011	~150	~100	~400
juin 2012	~150	~100	~100

Les sollicitations satisfaites par les ARD concernent surtout les appuis apportés aux CL pour le traitement des DAO, le suivi et l'exécution des micro-projets financés par le PNDL ou le BCI.

Progression entre 2008 et 2011 pour chacune des ARD. Le cumul des sollicitations place Louga et Saint-Louis devant Matam.

D'autres recours des CL ne sont cependant pas pris en compte :

- ✓ appuis qui se réfèrent aux autres missions de l'ARD
- ✓ appuis en matière de DEL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES - DCEP

COOPÉRATION SÉNÉGAL - LUXEMBOURG

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

**Résultat 1 : Les dispositifs et les mécanismes de concertation, de coordination et de suivi-évaluation sont renforcés**

• **Indicateur : Nombre de mise à jour des SIG**

Année	Louga	Matam	Saint-Louis
2008	~2.0	~1.0	~1.0
2009	~3.0	~1.0	~1.0
2010	~3.0	~1.0	~1.0
2011	~1.0	~1.0	~1.0

Fait référence au nombre de mises à jour effectuées sur le système d'information géographique si l'ARD en dispose.

Les mises à jour s'effectuent à Saint-Louis et Louga qui disposent d'un SIG, alors qu'à Matam la base de données cartographiques acquise auprès de la DTGC sera réactualisée avec le géoréférencement envisagé dans le cadre de l'élaboration du système régional de SE en cours de finalisation.

P.S: le site web <http://www.ardmatam.sn> de l'ARD de Matam a été récemment mis en ligne

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES - DCEP

COOPÉRATION SÉNÉGAL - LUXEMBOURG

~~X~~

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

**Résultat 1 : Les dispositifs et les mécanismes de concertation, de coordination et de suivi-évaluation sont renforcés**

• **Indicateur : Nombre d'activités concertées inscrites dans les plans d'investissements des collectivités locales**

Année	Louga	Matam	Saint-Louis
2008	~1500	~1000	~1000
2009	~1800	~1000	~1000
2010	~2200	~1000	~1000
2011	~2500	~1000	~1000

Par activité concertée, on entend "activité associant au moins 2 acteurs dans les plans annuels d'investissements élaborés par les CL".

Saint-Louis présente plus d'activités concertées que Louga et Matam.

2008-2009 : activités concertées avec les PTF uniquement

2010-2011 : activités issues des PIL participatifs (+ 12 nouvelles CL) à SL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES - DCEP

COOPÉRATION SÉNÉGAL - LUXEMBOURG

---

---

---

---

---

---

---

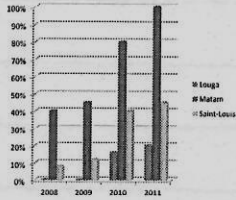
---

---

---

**Résultat 2 : Les capacités des collectivités locales et des citoyens sont renforcées pour une bonne gouvernance locale effective**

- **Indicateur : Taux d'accès libre des citoyens aux documents et rapports obligatoires des collectivités locales**



Concerne l'affichage des convocations, délibérations, budgets, actes notifiés par les autorités administratives, PLD, rapports d'activités, ...

Ce taux est calculé sur la base des CL qui utilisent un tableau d'affichage ou tout autre moyen de publication (site web, crier public, radios communautaires, ...).

Malgré l'accès libre prévu par les textes, l'analphabétisme de la grande majorité des citoyens ne leur permet pas une consultation aisée de ces documents administratifs et des comptes de gestion des CL.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
-DCEP

COOPÉRATION  
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

**Résultat 2 : Les capacités des collectivités locales et des citoyens sont renforcées pour une bonne gouvernance locale effective**

- **Autres constats :**

Les audits à blanc et ceux de certification citoyenne conduits par les CLC et le Forum civil (dans 15 CL) ont induit des améliorations dans le fonctionnement de certaines CL :

- ✓ affichage plus régulier des informations liées à l'état civil
- ✓ participation plus accrue des populations au fonctionnement de la CL

Les indicateurs de bonne gouvernance imposés par le CCL sont bien tenus (PPM, comptes administratifs et de gestion, ...). Par contre, certaines CL n'assurent pas encore la tenue régulière des livres de la comptabilité administrative (journaux des recettes et des dépenses, livres de comptes des recettes et des dépenses, livre-journal des liquidations).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
-DCEP

COOPÉRATION  
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG

---

---

---

---

---

---

---

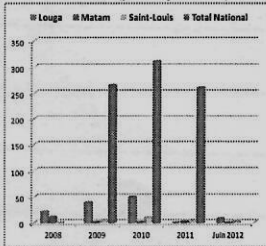
---

---

---

**Résultat 3 : Les capacités et les services de la Médiature de la République sont renforcés et mieux connus des citoyens**

- **Indicateur : Nombre de sollicitations conformes reçues à la Médiature (par région, ...)**



Les réclamations concernent surtout l'exécution des décisions de justice, les régularisations de situation administrative, le domaine foncier et agricole, ...

Louga totalise le plus grand nombre de sollicitations au niveau de la ZCO. Ces taux ne prennent pas en compte les réclamations déposées directement auprès du Médiateur de la République à Dakar.

Le correspond régional de Matam n'est plus sur place depuis 2010

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
-DCEP

COOPÉRATION  
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG

---

---

---

---

---

---

---

---

---



---

**Résultat 4 : Les groupes les plus vulnérables, et plus particulièrement les femmes participent de manière effective au développement local**

• **Perspectives :**

Un renforcement des capacités économiques et du pouvoir de décision des groupes défavorisés (femmes, jeunes, handicapés, ...) pourra être obtenu grâce à :

- ✓ la réalisation de 20 microprojets socioéconomiques par leurs OCB
- ✓ l'érection de 5 centres communautaires d'information et de communication
- ✓ l'adoption par 3 CL de la démarche de budget participatif (expérience pilote)

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES - DCF  **COOPÉRATION SÉNÉGAL - LUXEMBOURG** 

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



---

---

**Suivi de la contribution de l'Etat du Sénégal**

**Contribution au titre du Projet SEN/023**

- Engagement de l'Etat à mettre à la disposition du Programme des locaux à usage de bureaux (*pour la CGC à Saint Louis et une antenne régionale à Matam*)
- Montant estimé à **150 000 Euros soit 98 393 550 FCFA**
- Initiatives de la partie nationale en début de programme non abouties.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES - DCF  **COOPÉRATION SÉNÉGAL - LUXEMBOURG** 

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



---

---

**Suivi de la contribution de l'Etat du Sénégal**

**Contribution au titre du Projet SEN/023**

- Proposition pour la mobilisation de cette contribution sous une autre forme
- Hypothèse retenue calquée sur une modalité de calcul de la CN au titre des autres projets du PIC II (SEN/024, SEN/025, SEN/026)
- A savoir valoriser les salaires des agents de l'Etat qui sont mobilisés dans la mise en œuvre du SEN/023 (ARD: Directeur, ACP, RSE)
- Modalités de calcul:  $\frac{1}{4}$  de la masse salariale distribuée à ces agents de 2008 au premier semestre 2012 (durée de mise en œuvre du SEN/023)

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES - DCF  **COOPÉRATION SÉNÉGAL - LUXEMBOURG** 

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



**Points de discussion**

- La contribution nationale de la composante SEN/023
- Prolongation du programme jusqu'au 31/12/2012 (Opérations de clôture, études d'impact, autoévaluation, séminaire de clôture)
- Et après ???

---

---

---

---

---

---

---

---



MERCI DE VOTRE ATTENTION

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
- DCF



COOPÉRATION  
SÉNÉGAL - LUXEMBOURG



---

---

---

---

---

---

---

---